

Unité départementale Aube/Haute-Marne

Chaumont, le 23 septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 8 septembre 2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SDED 52 (CET SARCICOURT)

40 bis avenue du Maréchal Foch
52000 CHAUMONT

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 8 septembre 2022 sur le site de l'ancien CET de SARCICOURT. L'inspection a été annoncée le 5 août 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SDED 52 (CET SARCICOURT)
- Lieu-dit Le Bois de Basmont SITE DE SARCICOURT 52000 JONCHERY
- Code AIOT : 0005703189
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le CET de Sarcicourt est une installation de stockage de déchets implantée sur un terrain d'environ 17 hectares dont 5 ha 50 ont été aménagés, pour un stockage estimé à 330 000 m³ de déchets. Ce CET a cessé son activité en 1995.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi de la réhabilitation du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais
7	Programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 26/10/2016, article 4.2	Lettre de suite préfectorale	6 mois
2	Remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 26/10/2016, article 3.5	Lettre de suite préfectorale	6 mois
5	Remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 26/10/2016, article 3.8	Lettre de suite préfectorale	12 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 26/10/2016, article 3.4	/	Sans objet
3	Remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 26/10/2016, article 3.6	/	Sans objet
4	Remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 26/10/2016, article 3.7	/	Sans objet
6	Remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 26/10/2016, article 3.9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 8 septembre 2022 a permis de constater de réelles avancées sur l'ancien Centre d'Enfouissement Technique de SARCICOURT (stabilité de la digue assurée, production de lixiviats en baisse, etc).

Toutefois, il convient d'améliorer le suivi actuel du site (ajustement de quelques documents relatifs à la surveillance du site, prise de position sur des préconisations de prestataires extérieurs...)

Par ailleurs, par lettre du 19 novembre 2021 et par courriel du 9 mai 2022 envoyé à l'inspection des installations classées, l'exploitant avait demandé à bénéficier de temps pour réaliser des investigations complémentaires, jusqu'au printemps 2023. Compte-tenu du fait que les volumes de lixiviats à traiter sur le site sont en baisse depuis plusieurs années sans être stabilisés, il semble opportun d'accorder le délai demandé à l'exploitant, pour qu'il puisse se positionner de manière définitive sur la solution de traitement des lixiviats à mettre en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2016, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation travaux dispositif collecte et traitement des effluents gazeux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les casiers seront équipés d'un réseau de drainage des émanations gazeuses. Ce réseau est conçu et dimensionné de façon à capter de façon optimale le biogaz et à permettre son acheminement de préférence vers une installation de valorisation ou, à défaut, vers une installation de destruction par combustion.
Constats : En mars 2020, l'exploitant a fourni une étude ANTEAGROUP (n°109354/version A du 23 février 2020) démontrant une faible production de biogaz, ne nécessitant pas de traitement particulier (torchage ou autre). Par conséquent, le constat est considérée conforme et il sera proposé d'abroger cette prescription lors d'une prochaine mise à jour de l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Remise en état du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2016, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation des travaux du dispositif de collecte des lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les casiers seront équipés de dispositifs de collecte des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines. Ces lixiviats seront pompés puis rejetés dans un bassin de stockage temporaire de lixiviats. Le dispositif de collecte des lixiviats sera conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus du fond de chaque casier. Ce niveau devra pouvoir être contrôlé.
Constats : Le rapport du 12 février 2021 relatif à la visite d'inspection du 14 janvier 2021 mentionnait que la hauteur de 30 centimètres au-dessus du fond de chaque casier n'était pas respectée (difficultés techniques liées aux pompes) et il avait été demandé à l'exploitant de fournir une étude démontrant que la digue pourra résister sur le long terme à une hauteur de lixiviats donnée, en démontrant le respect de cette hauteur. L'exploitant avait alors fourni une étude ANTEAGROUP n°110582/A du 19 mai 2021. Lors du contrôle objet du présent rapport, une feuille de relevés du 8 novembre 2021 intitulée « programme d'autosurveillance » a été présentée à l'inspection des installations classées. Cette dernière comportait des incohérences sur le seuil de vigilance. Cette feuille doit par conséquent être corrigée. Par courriel du 9 septembre 2022, l'exploitant a envoyé une mise à jour de la procédure générale qui comportait entre-autre les actions à mener si les différents seuils venaient à être atteints.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 3 : Remise en état du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2016, article 3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation travaux dispositif collecte eaux ruissellement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour le 30 septembre 2017, l'exploitant aura fait réaliser les travaux de réfection des fossés de collecte des eaux de ruissellement de la couverture, en procédant : <ul style="list-style-type: none">• à la reconstitution d'une assise stable, en uniformisant les pentes des fossés ;• au remplacement des éléments de fossés détruits ;• à la reprise des joints entre tronçons de fossés.
Constats : Sans observations
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Remise en état du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2016, article 3.7			
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation bassin décantation et contrôle eaux ruissellement surfacique			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : Pour le 30 septembre 2017, l'exploitant aura fait réaliser un bassin de décantation et de contrôle de ces eaux, en respectant au minimum un volume utile de 341 m3. Dans tous les cas, les rejets de ces eaux de ruissellement au milieu naturel ne devront pas dépasser les valeurs suivantes :			
Paramètres	Valeur limite	Paramètres	Valeur limite
Température	Inférieure à 30 °C	Chrome hexavalent	0,1 mg/l
pH	entre 5,5 et 8,5	Mercure	0,05 mg/l
MES	50 mg/l	Cadmium	0,2 mg/l
DCO	30 mg/l	Pb+Cu+Cr+Ni+Zn+Mn+Sn+Cd+Hg+Fe+Al	15 mg/l
DBO5	6 mg/l	Cyanures libres	0,1 mg/l
COT	40 mg/l	Fluorures	15 mg/l
Azote total	30 mg/l	Hydrocarbures totaux	10 mg/l
Phosphore total	3,5 mg/l	AOX	1 mg/l
Arsenic	0,1 mg/l		
Plomb	0,5 mg/l		

La zone des bassins sera équipée d'une clôture sur son périmètre
 L'exploitant positionnera à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants :

- une bouée ;
- une échelle ;
- une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires.

Constats : Sans observations
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Remise en état du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2016, article 3.8	
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion lixiviats et eaux résurgentes contaminées	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux résurgentes contaminées à des valeurs supérieures à celles mentionnées dans le tableau ci-dessous sont assimilées à des lixiviats.</p> <p>Dans un délai maximal de douze mois à partir de la notification du présent arrêté, l'exploitant fournira plusieurs études, de prestataires différents, qui présenteront des dispositifs de traitement des lixiviats mettant en œuvre des outils les plus simples possible, notamment en ce qui concerne leur phase d'exploitation (traitement biologique par lagunage par exemple).</p> <p>Ces outils devront permettre de traiter les apports d'eaux résurgentes et de résorber le stock de lixiviats dans les casiers dans les 4 années qui suivront leur mise en service.</p> <p>Dans tous les cas, les rejets de ces lixiviats au milieu naturel après traitement devront respecter les valeurs suivantes :</p>	
Matières en suspension totale (MEST),	< 100 mg/l si flux journalier max. < 15 kg/j < 35 mg/l au-delà
Carbone organique total (COT),	< 70 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO),	< 300 mg/l si flux journalier max < 100 kg/j < 125 mg/l au-delà
Demande biochimique en oxygène (DBO ₅),	< 100 mg/l si flux journalier max < 30 kg/j. < 30 mg/l au-delà
Azote global,	Concentration moyenne mensuelle < 30 mg/l si flux journalier max. > 30 kg/j.
Phosphore total,	Concentration moyenne mensuelle < 10 mg/l si flux journalier max. > 15 kg/j.
Phénols	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j.
Métaux totaux,	< 15 mg/l. Dont : Cr6+ < 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j. Cd < 0,2 mg/l. Pb < 0,2 mg/l si le rejet dépasse 2 g/j. Hg < 0,05 mg/l. As < 0,1 mg/l.
Fluor et composés (en F),	< 15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/j
CN libres,	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j.
Hydrocarbures totaux,	< 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j.
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX),	< 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j.
Nota. - Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al	
Après accord de l'inspection des installations classées, l'exploitant procédera à la mise en place du dispositif de traitement des lixiviats qu'il aura retenu.	
<p>Constats : Par lettre du 19 novembre 2021, l'exploitant avait informé la préfète de la Haute-Marne de rejets conformes sur le site, d'une évolution favorable des volumes de lixiviats produits, et avait demandé à bénéficier de temps pour réaliser des investigations complémentaires sous forme d'une campagne de mesure sur 8 semaines (extrait de la pré-étude SOLEST ENVIRONNEMENT d'octobre 2021). Dans un courriel du 9 mai 2022, l'exploitant avait confirmé la baisse de production de lixiviats (1997 m³ en 2019, 803 m³ en 2020 et 364 m³ en 2021) et avait demandé à l'inspection des installations classées à disposer d'une période complémentaire de mesure, jusqu'au printemps 2023, avant de se positionner de manière définitive sur la solution de traitement des lixiviats à mettre en place.</p> <p>Compte tenu du fait que les rejets au milieu sont conformes, et que la production des lixiviats est effectivement en baisse, il paraît judicieux d'accorder à l'exploitant un délai pour trouver une solution la plus adaptée possible pour la gestion des effluents.</p>	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale	

N° 6 : Remise en état du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2016, article 3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux résurgentes non contaminées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux résurgentes contaminées à des valeurs inférieures ou égales à celles mentionnées dans le tableau de l'article III.8. peuvent être rejetées au milieu naturel.
Constats : Sans observations
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2016, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle du fonctionnement des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour le 30 septembre 2017, l'exploitant proposera un programme de contrôle, de maintenance préventive et d'entretien de ses équipements.
Constats : Le contrôle du fonctionnement des installations (contrôle, maintenance préventive et entretien) est en partie inclus dans la procédure générale PG-01 nommée « Gestion de l'ISDND de Sarcicourt » fournie par l'exploitant. Cette dernière ne reprend pas la recommandation de l'étude ANTEAGROUP du 19 mai 2021 susmentionnée concernant le contrôle de la topographie des ouvrages au drone, que l'exploitant déclare réaliser. Enfin, le rapport ANTEAGROUP préconise de vérifier la ligne d'écoulement d'eau au sein du talus ou de sa fondation, par exemple avec la pose de piézomètres de contrôle. L'exploitant devra donc étudier cette préconisation et prendre position quant à sa réalisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale